

Le député de Scarborough-Ouest (M. Martin) a parlé cet après-midi de la Commission de lutte contre l'inflation et a vertement critiqué l'opposition officielle pour n'avoir pas voté pour le programme anti-inflation proposé l'an dernier par le gouvernement libéral. Le chef de l'opposition officielle (M. Clark) a expliqué pourquoi nous ne pouvions pas appuyer la politique anti-inflation du gouvernement. J'aimerais citer le chef de l'opposition officielle qui s'est exprimé de façon si éloquente dans un discours prononcé récemment, où il a dit:

L'une des caractéristiques du discours du trône, c'est que le gouvernement propose maintenant d'engager la consultation avec les autres secteurs de l'économie canadienne. Il va commencer ses consultations avec douze mois de retard.

J'ai écouté, non sans intérêt, les observations faites par le député de Scarborough-Ouest cet après-midi sur le processus de consultation, qui n'a certes pas été l'une des priorités du gouvernement fédéral par le passé. Le chef de l'opposition officielle a pourvu en ces termes:

Cela montre la différence entre le programme de réglementation avec consultation que proposait M. Stanfield et le programme de réglementation par surprise imposé par M. Trudeau. Nous avions proposé un programme qui commencerait par un gel pour permettre à tous les secteurs de l'économie de participer à l'élaboration des mesures de contrôle. Lorsque M. Trudeau a volé ce programme, il a rejeté le processus de consultation qui était essentiel au bon fonctionnement de ce programme. Il n'a pas consulté le secteur ouvrier, ni les entreprises, ni les provinces. Apparemment, il n'a même pas accepté les conseils des fonctionnaires du ministère des Finances qui, sauf erreur, lui ont dit que tant qu'à voler le programme de M. Stanfield, il devrait le voler tout entier, y compris la consultation.

Il est également très intéressant de noter que le gouvernement actuel est désireux de consulter tous les secteurs maintenant qu'il connaît les résultats des derniers sondages d'opinion. Avant la publication des derniers sondages Gallup, il va sans dire que le gouvernement n'était pas très chaud pour consulter qui que ce soit.

Le chef de l'opposition officielle a encore ajouté:

Mais M. Trudeau n'en a fait qu'à sa tête et il a refusé la consultation en imposant les mesures de réglementation. Aujourd'hui, il est prêt à commencer ces consultations, après avoir perdu douze mois. S'il y avait eu des consultations dès le départ, comme nous le proposons, il n'aurait pas été nécessaire d'organiser une journée de protestation. Il n'aurait pas été nécessaire de modifier si souvent le règlement de la Commission de lutte contre l'inflation. Il y aurait moins d'hostilité et beaucoup plus de collaboration.

Un grand nombre de secteurs ne sont pas soumis aux règlements anti-inflation, par exemple les services d'utilité publique. Les petits salariés sont toujours visés par les règlements de la Commission de lutte contre l'inflation, mais nous constatons que les taxes d'eau ont doublé et que les factures d'électricité ne cessent de monter, alors que ni l'un ni l'autre de ces services n'est soumis aux indicateurs de la Commission. C'est une vraie farce.

Le député de Scarborough-Ouest, le ministre de l'Industrie et du Commerce et le député d'Eglinton ont glorifié le gouvernement pour ses brillantes réalisations. C'est dommage, ils ne s'accordaient pas avec le premier ministre (M. Trudeau). Il est intéressant de noter que le premier ministre, de passage à Saint-Jean, a déclaré que les libéraux avaient menti à propos des contrôles durant la campagne de 1974. Et il a ajouté:

«Pourquoi avons-nous menti? Si nous ne réussissons pas à expliquer la volte-face, ils ont le droit de dire que le gouvernement a perdu sa crédibilité.»

Quel euphémisme!

Politique commerciale du Canada

Dernièrement, à Montréal, devant les membres de la Fédération des associations de distributeurs d'automobiles, le premier ministre a déclaré ceci:

... avant de pouvoir même commencer à résoudre le problème de vos affaires et de nos lois, nous devons résoudre une question beaucoup plus fondamentale—la compréhension entre le gouvernement et le peuple.

Les gens ne sont pas satisfaits, et Dieu sait qu'ils ont raison de ne pas l'être, devant le gâchis dont nous sommes responsables.

Ainsi, monsieur l'Orateur, le premier ministre admet que le pays est gouverné par une bande de menteurs maladroits. Des ministériels se lèvent aujourd'hui pour glorifier ce brillant gouvernement, alors que le premier ministre parcourt le pays en disant qu'ils sont des menteurs et des bousilleurs. Que nous réservent-ils encore?

• (2030)

Comme exemple de la merveilleuse administration du gouvernement actuel, on voit qu'au cours des six premiers mois de l'année budgétaire en cours, le déficit atteindra trois milliards de dollars et qu'à la fin de septembre de cette année le gouvernement fédéral a dépensé trois milliards de plus qu'il n'a reçu. Je n'ai pas entendu de commentaires à ce sujet aujourd'hui et je ne vois rien de brillant à cela. C'est incroyable. On estime le déficit total de l'année en cours à 6 milliards de dollars. Quand les libéraux ont pris le pouvoir en 1963, le budget total était de 6 milliards de dollars; le déficit est maintenant de 6 milliards de dollars et ils sont encore en train de s'encourager mutuellement. Regardez ce sourire du député de Scarborough-Ouest. Il pense que c'est tout simplement merveilleux. C'est une honte qui devrait lui enlever ce sourire du visage.

Qu'obtenons-nous? Des ministres du cabinet qui se promènent dans tout le pays prêchant le bilinguisme. J'aimerais les voir venir à Winnipeg. Parlons du déficit de 6 milliards de dollars. Que comptent-ils faire? Oublions le bilinguisme dont tout le monde au pays répudie les modalités d'application, et parlons des vraies questions, les questions économiques. Ils ont peur d'en discuter.

Il y a encore la question du secret dont s'entoure le gouvernement. Un des aspects essentiels d'une vraie démocratie est que la population et ses représentants doivent être renseignés de sorte que l'opposition politique puisse défier le gouvernement en connaissance de cause. Les citoyens du Yukon ont-ils le droit de savoir quels restaurants leur servaient de la nourriture contaminée, et les gens de Pickering ne devraient-ils pas pouvoir livrer leur bataille en ayant accès aux rapports que le gouvernement a fait préparer avec l'argent des contribuables? Le gouvernement refuse de rendre compte de ses actes et dit à ses critiques qu'ils ne connaissent pas les faits et qu'il vaut mieux qu'ils ne les connaissent pas. Dans ce sens, nous n'avons pas un bon gouvernement au Canada. Le premier ministre le reconnaît lui-même. L'adoption d'une loi établissant et proclamant le droit du public à l'information serait un bon moyen de rendre le gouvernement vraiment responsable.

J'aimerais citer un article paru dans le numéro d'octobre du *Parliamentarian*. C'est un excellent article rédigé par le chef de l'opposition officielle dans lequel il parle de la liberté d'information. Voici ce qu'il dit: